vention fort illégitime des parlements. Celui de Rouen, sous la juridiction duquel la colonie était placée, fut le premier à se distinguer, en rendant un arrêt, le 3 octobre, par lequel il était défendu à M. de Laval d'exercer les fonctions de vicaire apostolique dans la Nouvelle-France.

Cette ingérence de l'autorité civile dans les affaires ecclésiastiques, semblerait aujourd'hui, avec raison, un étrange abus. La chose, à cette époque, devenait fort ordinaire en France, étant le développement des idées gallicanes.

Malgré la lettre circulaire du 25 septembre, le nonce papal, appuyé de la reine-mère, trouva deux évêques qui consentirent à imposer les mains à M. de Laval, l'évêque de Rodez et celui de Toul.

La consécration se fit avec beaucoup de mystère ; le bruit s'en répandit néanmoins. Aussitôt, le 16 janvier 1659, le parlement de Paris rendit un arrêt défendant, à son tour, au vicaire apostolique, d'exercer ses nouvelles fonctions, avant de s'être mis en règle avec la chancellerie du royaume.

De son côté, le parlement de Rouen rendit un second arrêt, le 23 du même mois, en confirmation du premier.

La situation de M. de Laval finit cependant par se régulariser, en ce sens que les cours de Rome et de France en arrivèrent, après une longue série de négociations et d'échanges de notes, à une entente, par laquelle le roi agréa purement et simplement l'abbé de Laval comme vicaire apostolique du Canada, sans vouloir néanmoins, malgré les instances du Nonce, désavouer les arrêts de ses deux parlements. Le pape, en conséquence, expédia une nouvelle bulle, et le roi accorda des lettres patentes.

Le conflit se fut terminé là, s'il n'y avait eu d'autres intérêts à sauvegarder, tout un passé à couvrir. Les Jésuites et les Sulpiciens avaient exercé le ministère dans la Nouvelle-France, les premiers, depuis 1632, et les seconds, depuis 1657, sans autres pouvoirs que ceux qu'ils tenaient de l'archevêque de Rouen. Il importait donc grandement de faire légitimer par Rome ces pouvoirs, dans le cas possible où ils n'eussent pas été absolument légitimes.

Pour y arriver, ceux qui avaient obtenus les bulles firent ajouter, dans la dernière, que *Québec était dans le diocèse de Rouen*.

C'était fermer une porte pour en ouvrir une autre. L'archevêque se prévalut du fait, constaté par le pape, que Québec relevait de son diocèse, pour y maintenir plus fortement que jamais sa juridiction. Assimilant la mission d'un vicaire apostolique à celle d'un *légal a latere*, laquelle ne change rien à l'autorité